

Si le Commonwealth, pas plus que tout autre organisme international, n'a pu résoudre ce problème, il a néanmoins fourni un forum au sein duquel les chefs de gouvernement peuvent exposer leurs points de vue respectifs en toute simplicité, franchement et sur une très solide base de sympathie et de compréhension mutuelle. Il se peut que les dirigeants africains croient encore que la Grande-Bretagne devrait recourir à la force afin de renverser le régime Smith en Rhodésie, que nous devrions tous rompre nos relations commerciales avec l'Afrique du Sud, et qu'il est de notre devoir d'accorder tout notre appui aux groupes qui cherchent à organiser la révolte armée contre les régimes minoritaires blancs en Afrique du Sud. Évidemment ils croient presque tous à ces idées, et des discussions portant sur ces questions ne nous auraient laissé aucun doute quant à la sincérité passionnée qui leur fait soutenir de telles opinions. D'autre part, il est peut-être plus facile pour eux de se rendre compte, lors d'entretiens non officiels avec des dirigeants d'États membres du Commonwealth qui ne sont pas africains, des véritables problèmes et incertitudes qui ont conduit à une approche plus circonspecte de la part de pays comme la Grande-Bretagne et le Canada et, même s'ils n'approuvent pas nos politiques, il sont peut-être moins portés, de par la nature même des discussions, à nous prêter des intentions malhonnêtes.

Les questions africaines furent de très importants sujets de discussion à cette Conférence, tout comme lors des Conférences précédentes, mais elles n'ont heureusement pas revêtu les allures de crise ou de confrontation qui les ont parfois caractérisées dans le passé comme, par exemple, lors de la précédente réunion des chefs d'État du Commonwealth à Singapour, où l'intention de la Grande-Bretagne de vendre du matériel militaire à l'Afrique du Sud constitua un important sujet de controverse. Un autre problème soulevé lors de cette Conférence fut celui des essais nucléaires. Comme vous le savez, les États membres du Commonwealth qui font partie de la région du Pacifique, en particulier l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont activement manifesté leur opposition aux récentes séries d'essais nucléaires atmosphériques de la France, que le Canada a également condamnés. Bien que la Conférence n'ait pas désigné de pays en particulier, elle a bel et bien exprimé son opposition à toute forme d'essai nucléaire et réclamé la signature d'un accord général relatif à l'interdiction de ces essais.

De nos jours, aucune conférence internationale ne serait complète sans une discussion des problèmes économiques mondiaux, et la Conférence des chefs d'État du Commonwealth ne les a nullement négligés. Pour le Commonwealth, l'une des plus importantes nouvelles réalités est que la Grande-Bretagne fasse désormais partie du Marché commun, fait qui a des conséquences économiques importantes